



SciencesPo.

CERI
CNRS

L'ARABIE SAOUDITE AU DEFI DU PRINTEMPS ARABE

Stéphane Iacroux*

A l'été 2011, tout semble indiquer que l'Arabie Saoudite a su se prémunir contre les effets immédiats du printemps arabe. Six mois plus tôt, certains observateurs prédisaient pourtant à la famille royale un avenir sombre. Les plus alarmistes estimaient même que le régime saoudien ne pourrait échapper au sort de son voisin égyptien.

De fait, l'élan révolutionnaire en Egypte et en Tunisie a d'abord semblé donner des ailes à une opposition saoudienne traditionnellement éclatée et peu audible. Dès la mi-février, alors qu'Hosni Mubarak vient de quitter ses fonctions et que la contestation enflamme le Bahreïn voisin, des manifestations chiites se font jour dans la province orientale du royaume. Elles rassemblent d'abord quelques centaines, puis des milliers, de participants et reçoivent le soutien de cheikhs indépendants bien connus des autorités comme le controversé Nimr al-

Nimr qui, deux ans plus tôt, avait franchi le Rubicon en menaçant sans ambages, et en public, le régime saoudien d'une sécession de la province orientale du royaume¹.

Concomitamment, les milieux sunnites s'activent. Le 10 février, dix activistes d'obédience islamiste brisent un tabou en annonçant la création du premier parti d'Arabie Saoudite, le parti de l'Oumma islamique (*Hizb al-Umma al-Islami*) qui, s'inspirant essentiellement des écrits du penseur koweïtien Hakim al-Mutayri, se veut salafo-démocrate.² Le 23 février, trois pétitions exigent du pouvoir des réformes profondes et un partage plus juste du pouvoir : la première, provenant des cercles libéraux et rassemblant un millier de signatures, affiche même l'objectif d'une véritable monarchie constitutionnelle³. La seconde pétition, plus conservatrice et soutenue notamment par le célèbre prêcheur islamiste Salman al-'Awda, demande que le Majlis al-Shura -le « parlement » saoudien dont les membres sont en principe nommés par le roi- soit élu au suffrage universel et que le gouvernement soit responsable devant lui⁴. La troisième pétition, plus timide, exige que l'âge moyen des ministres et des parlementaires soit ramené à respectivement à 40 et 45 ans, de manière à ce que le pouvoir soit plus en phase avec une population dont les 75% ont moins de 30 ans⁵. Dans les manifestations chiites comme dans les pétitions sunnites, les *shabab* (jeunes) ont joué un rôle moteur. Agés d'une trentaine d'années au plus, ils appartiennent, comme leurs homologues de la place Tahrir au Caire, à une génération politique nouvelle, largement déconnectée des vieilles querelles idéologiques qui, depuis des décennies, opposent « islamistes » et « libéraux ». Produits d'une socialisation plus individualisée incarnée, notamment, par les réseaux sociaux (*Facebook, Twitter, etc.*), ils apparaissent comme des électrons libres échappant au contrôle des cheikhs religieux ou tribaux, ce qui les rend plus prompts à défier les autorités. C'est de certains de ces jeunes, rassemblés au sein d'une

¹ *Al-shaykh al-Nimr yantaqid al-da'wa li-waqf al-tazahurat al-silmiyya,*

<http://shiasaudia.wordpress.com/2011/04/03>

² Voir son site www.islamicommapparty.com

³ *I'lan watani li-l-islam,* www.saudireform.com

⁴ *Nahwa dawlat al-huquq wa-l-mu'assasat,* www.dawlaty.info

⁵ *Risalat shabab 23 Febrayir ila-l-malik ,* <http://www.alwahabi.com/?p=553>

« coalition de la jeunesse libre » créée pour l'occasion, que partent, le web aidant, les premiers appels à un « jour de la colère » à Riyad le 11 mars 2011.

Le pouvoir saoudien, visiblement inquiet, réplique en déployant les exceptionnelles ressources matérielles et symboliques qui sont les siennes. Car, l'Arabie Saoudite n'est ni la Tunisie ni l'Égypte : premier producteur de pétrole au monde, elle dispose de revenus considérables, avec un baril de brut oscillant aux alentours de 100 dollars. Royaume investi d'une mission - la défense de ce que les wahhabites considèrent comme l'islam authentique -, elle jouit d'une légitimité religieuse qui reste forte.

Les 23 février et 18 mars 2011, le roi Abdallah annonce l'octroi à la population d'un total de 130 milliards de dollars en aides diverses. La création de dizaines de milliers d'emplois et la mise en place de subventions significatives pour l'accès au logement sont annoncées, tandis que les salaires des fonctionnaires sont augmentés. Plusieurs centaines de millions de dollars iront aussi au financement des institutions religieuses. Ceci a pour objectif de contenter les oulémas qui sont mis à forte contribution. Le mufti du royaume, tout comme les membres du conseil des grands oulémas, sont pressés de s'exprimer à la télévision et d'émettre des fatwas condamnant d'avance toute velléité de participation au « jour de la colère »⁶. Plus surprenant a priori, les principaux cheikhs de la Sahwa - le mouvement islamiste saoudien le plus important et le mieux organisé - expriment leur soutien aux autorités⁷. On voit ici l'aboutissement d'un processus de cooptation commencé il y a une dizaine d'années, lorsque le pouvoir a remis en liberté ces cheikhs qui avaient osé défier son autorité au lendemain de la guerre du Golfe.

Dans les médias officiels, les protestataires sont qualifiés de renégats et l'on pointe la responsabilité de l'Iran, qui téléguiderait manifestants chiites et jeunes e-révolutionnaires en herbe. En présentant l'agitation en cours comme une manœuvre confessionnelle, le but est aussi de prévenir toute convergence entre mécontentements sunnite et chiite. Selon les activistes, des *hackers* du ministère de l'Intérieur seraient même, en amont, parvenus à

⁶ Saudi Clerics Slam Protest Calls, AFP, 6 March 2011

⁷ For al-Barrak, <http://www.muslim.net/vb/showthread.php?t=426493> ; For al-'Umar, <http://www.youtube.com/watch?v=BKAA-u8DxiU>

modifier le contenu des pages *Facebook* appelant à manifester le 11 mars pour y ajouter des références crypto-chiites destinées à semer la confusion⁸. Enfin, l'appareil sécuritaire est largement déployé, dans la province orientale comme à Riyad. Les arrestations se multiplient : dès le mois de février, quelques figures de la jeune génération, plusieurs leaders chiites et 7 des 10 membres fondateurs du parti de l'Oumma islamique sont jetés en prison. Le résultat est sans appel pour les protestataires : le « jour de la colère » est un échec patent. Un événement notable s'y produit néanmoins : un inconnu, Khalid al-Juhani, parvient à prononcer, devant les caméras de journalistes étrangers invités par un ministère de l'Information désireux de montrer combien Riyad est sous contrôle, un réquisitoire contre le pouvoir saoudien - réquisitoire dont la virulence ne peut néanmoins masquer le fait qu'al-Juhani est... seul⁹. A peine son propos terminé, il est d'ailleurs suivi par plusieurs voitures de police. Depuis, on est sans nouvelles de lui. Les manifestations chiites dans la province orientale se heurtent, elles aussi, à la répression. Il y aura quelques blessés, avant que le mouvement ne s'essouffle à la fin avril.

Dès lors que le pouvoir a repris la main chez lui, il s'efforce d'agir sur ses voisins. La diffusion de la rhétorique révolutionnaire et l'installation de régimes démocratiques dans les pays de la région sont en effet perçues à Riyad comme une menace existentielle. Au Bahreïn, la réponse est violente : le 14 mars 2011, des milliers de soldats saoudiens, officiellement mandatés par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), entrent dans le petit émirat à majorité chiite pour mettre fin *manu militari* à la contestation. Au Yémen, l'Arabie Saoudite, là encore sous couvert du CCG, organise une improbable médiation entre pouvoir et opposition, qui a surtout pour effet de prolonger le *statu quo* et sert *in fine* les intérêts du président Ali Abdallah Saleh. Plus étonnant : en mai, bravant toute logique géographique, le même CCG – qui apparaît de plus en plus comme un club de monarques contre-révolutionnaires – se déclare ouvert à une accession du Maroc et de la Jordanie à l'organisation.

⁸ *Li-madha fashalat da'awa al-tazahur yawm 11 mars ?*, <http://www.saudiwave.com/ar/2010-11-09-15-55-47/706---11--.html>

⁹ <http://www.youtube.com/watch?v=UQEIH-0WMmw>

Peu de temps après, l'Arabie Saoudite offre une aide financière de plusieurs milliards de dollars au Conseil Suprême des Forces Armées qui gouverne l'Égypte depuis février 2011, espérant par ce biais peser sur la transition. En Syrie, enfin, l'Arabie Saoudite s'efforce de maintenir une certaine neutralité, avant de basculer dans le camp des anti-al-Asad en août 2011, probablement poussée par une opinion publique de plus en plus choquée par le massacre de ses « frères sunnites » aux mains d'un appareil sécuritaire à dominante alaouite. Seule réelle exception, où l'Arabie Saoudite soutient dès le début le camp de la révolution : la Libye. Mais il suffit, pour l'expliquer, de se souvenir de la rivalité personnelle qui oppose le roi Abdallah à Mu'ammar al-Gadhafi, ce dernier ayant même - croit-on à Riyad - cherché à assassiner le monarque saoudien en 2004. Le soutien aux insurgés de Benghazi tient donc plus de la vendetta que de la position de principe.

Doit-on en conclure que la révolution n'a pas d'avenir en Arabie Saoudite ? A court ou moyen terme, tout changement profond semble improbable. Ce qui ne signifie pas que les activistes locaux aient baissé les bras. S'ils ne semblent plus croire en l'imminence du grand soir, ils cherchent aujourd'hui à remobiliser leurs troupes sur des thématiques plus limitées. C'est le cas, notamment, de la question des prisonniers politiques, dont le nombre – si l'on inclut tous ces islamistes accusés de sympathies jihadistes et détenus sans procès – se situerait entre 10 000 et 30 000. Des manifestations organisées ces derniers mois devant le ministère de l'Intérieur réunissant jeunes activistes et proches des détenus, ont rassemblé plusieurs dizaines de personnes – un précédent en Arabie Saoudite. Mises en ligne sur *Youtube*, les images de ces protestations ont été visionnées des milliers de fois¹⁰. Surtout, parce que les prisonniers en question sont de toutes obédiences politiques, certains voient là une opportunité unique d'unifier le champ politique, déjouant ainsi les stratégies d'un pouvoir passé expert dans l'art du « diviser pour régner ». De fait, même la Sahwa, si discrète sur la question de la réforme, est ici beaucoup plus mobilisée. L'une de ses étoiles montantes,

¹⁰ Voir par exemple <http://www.youtube.com/watch?v=L5Z-ybZTK-Q>

Yusuf al-Ahmad, a même été emprisonné en juin 2011 après s'être exprimé publiquement sur la question¹¹.

Il y a plusieurs mois, de jeunes activistes ont créé une page *Facebook* intitulée « Où est Khalid ? », dédiée à l'unique manifestant du 11 mars, Khalid al-Juhani, transformé en un symbole de l'arbitraire répressif du régime¹². Parviendront-ils, comme ils l'espèrent, à faire d'al-Juhani le « Khalid Sa'id »¹³ saoudien ?

Stéphane Iacroux, professeur-chercheur à la Paris School of International Affairs de Sciences-Po, auteur de *Les islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, PUF, 2010

¹¹ Pour l'intervention de Yusuf al-Ahmad, voir http://www.youtube.com/watch?v=TLpCUJn_ioc

¹² <http://www.facebook.com/pages/Where-is-Khaled-أين-خالد-ك/171868602863062>

¹³ Khalid Sa'id était ce jeune homme battu à mort par la police égyptienne à Alexandrie en juin 2010. C'est d'abord autour de son cas que se sont mobilisés une partie des jeunes qui allaient devenir les initiateurs de la révolution égyptienne.